

PSG : l'Etat démuni sur la sécurité cède sur le principe de liberté



A l'occasion de la finale de la Ligue des champions entre le Paris Saint-Germain et le Bayern Munich, Laurence Sailliet revient sur les propos de la Ministre des Sports et sur la stratégie du gouvernement sur la question du maintien de l'ordre et de l'encadrement des manifestations.

Avec Laurence
Sailliet

Quelques jours avant la finale de la ligue des champions, les mots de Roxana Maracineanu, aussi peu censés qu'ils soient, ont la légitimité de nous interroger : « J'en appelle à la conscience et à l'enthousiasme de tous les Français pour le football. Et même à Marseille, ce serait bien qu'on soutienne Paris ». Cette déclaration semble sonner le glas non pas de la liberté d'expression, mais pire encore, de la liberté de penser, de soutenir et d'aimer. Cette « injonction », peu relayée bien heureusement, faisait suite au non moins ridicule et ostentatoire arrêté interdisant le port du maillot du PSG dans la ville de l'OM. Pour nous rassurer, dans ce délire pseudo-totalitariste de fin de période estivale, celui-ci fut abrogé par la préfecture de police des Bouches-du-Rhône. Ceci n'a pourtant pas découragé le préfet du Finistère qui lui a décidé d'interdire aux supporters marseillais de porter un maillot ou d'entonner des chants près du stade. Cette course effrénée à l'interdiction aussi ridicule qu'inefficace ne peut que nous amener à la légitime question : comment en est-on arrivé là ?

Hormis les considérations hiérarchiques, ce ne sont pas les propos du Ministre qui sont les plus condamnables. Peu relayés, ils lui permettront au pire de concourir dans le prix de l'humour politique et elle peut même gagner. Ce qui est le plus choquant, à mon goût, c'est qu'un Préfet, haut fonctionnaire représentant de l'État, ayant la charge des intérêts nationaux, puisse émettre non pas un avis, une opinion ou une petite phrase, mais un « arrêté » c'est à dire une décision exécutoire si liberticide que celles pré-citées. En fait, il s'agit d'un véritable aveu de faiblesse, la faiblesse de l'État, par ceux-là même qui sont censés le représenter. Un État incapable aujourd'hui d'assurer le maintien de l'ordre et la protection des biens et des personnes. Et ce constat, aucun républicain ne peut s'en réjouir.

Depuis maintenant plus d'un an, nous assistons à une complaisance étatique qui mène ce même État à sa propre perte. Que ce soit la radicalisation d'une frange des gilets jaunes, avec comme conséquences de violentes manifestations, ou les mouvements animés par des communautaristes sous prétexte de lutter contre « l'islamophobie » ou encore contre les « violences policières », ces organisations ont gagné contre un pouvoir politique qui lui n'a cessé de faire preuve d'une très grande faiblesse avec pour premières victimes nos forces de l'ordre et l'autorité qu'elles doivent imposer. Et il s'agit bien de fautes politiques et non de fautes stratégiques qui elles pourraient être excusables.

En effet, que l'on évoque les changements successifs de doctrines du maintien de l'ordre pendant les manifestations, les propos tenus par l'ancien Ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui a ainsi lâché ses troupes en rase campagne ou encore l'invitation faite par l'ancienne Ministre de la justice Nicole Belloubet à la très contestable famille Traoré, tout ceci répond à une cynique ambiguïté politique maintenue par Emmanuel Macron. Ce fameux « en même temps » qui lui a permis de prendre dans l'électorat de Droite et l'électorat de Gauche mais qui ne lui permet pas aujourd'hui de diriger un pays soumis à de graves crises économique, sécuritaire,

sociale et qui a besoin d'un véritable cap et de clarté. De même chacun peut comprendre que le respect de l'ordre et la sécurité ne supportent pas non plus l'ambiguïté.

Sans conteste, vêtir les habits de président de la République n'est certainement pas chose aisée. D'autres en ont fait les frais. Pour autant, on aurait pu penser que le jeune et brillant Emmanuel Macron, qui par ailleurs ne manque pas de peps et de talent, aurait dû tirer leçon de ce mi-mandat si éprouvant. Malheureusement la cacophonie actuelle, décrite en ouverture de ce propos et les tristes images presque quotidiennes de nos policiers forcés de reculer face aux délinquants nous mènent à constater qu'il n'en n'est rien. Dernière preuve, s'il en fallait, du maintien volontaire de cette nauséabonde ambiguïté, le choix d'un Ministre de l'intérieur déterminé à rétablir l'ordre républicain et « en même temps » d'un Ministre de la justice plus soucieux du sort des délinquants que des victimes ... Reste à souhaiter, sans grand espoir, que ce dangereux jeu d'équilibriste qui a donné le pouvoir à notre président ne finisse pas de déstructurer la République dont il devrait pourtant en être le premier défenseur.